



Le 12 janvier 2017

Monsieur le Directeur Départemental,

Il est difficile, pour la CGT Finances Publiques de l'Ardèche, de vous présenter ses meilleurs vœux professionnels dans un contexte aussi dégradé quant à la destruction de l'emploi à la DGFIP.

En cette année d'élection présidentielle et de surenchère malsaine sur les suppressions de postes de fonctionnaires, nous ne pouvons que constater encore 17 suppressions d'emplois dans notre département ( 2130 au niveau national ) mais nous notons le gain d'1 A+, qui nous l'espérons pourra pallier à la suppression des 18 agents ( 13 A et 5 C ).

Ces suppressions sont inadmissibles car elles représentent des charges de travail alourdies pour les collègues et les multiples réorganisations au sein des services ne peuvent corriger le déficit d'effectif.

C'est pourquoi, en tant que représentants des personnels nous boycottons cette instance, nous ne pouvons participer et cautionner cette catastrophe en devenir.

Nous vous alertons, encore, sur l'augmentation inexorable du mal-être au travail des agents.

Nous ne sommes pas dupes que les transferts de missions aux sein des trésoreries ont comme seules intentions la destruction totale du réseau comptable de proximité.

Comme nous ne sommes pas crédules quant au transfert des postes BDV sur la DIRCOFI de Lyon, cette « régionalisation » des missions est, à courte vue, de mauvaise augure pour d'autres services tel que les ressources humaines, la division des affaires juridiques...

Nous vous rappelons nos revendications qui nous l'espérons deviendront vos résolutions pour l'année à venir :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaire à notre administration ;**
- **le développement d'un réseau de proximité de pleine compétence et l'arrêt des restructurations prévues par les lignes directrices ;**
- **le renforcement de toutes nos missions et l'abandon du projet de prélèvement à la source ;**
- **l'amélioration de nos rémunérations et l'arrêt de toutes les formes de rémunération aux mérites (ex : RIFSEEP) ;**
- **le maintien de nos statuts particuliers et l'amélioration de nos droits et garanties .**

Au regard des difficultés à venir nous ne pouvons que souhaiter une bonne santé aux collègues des Finances publiques.

Les élus en CTL  
Julien PETIT, Pierre THOMBRAU  
David AUTHEVILLE, Michaël FAYET

